



Une détention au bord de l'implosion

900, 950... bientôt 1000. Non, il ne s'agit pas des prochaines entrées à l'ENAP, mais bien du nombre de personnes détenues au sein du CPOS, en constante augmentation. Une inflation pénale qui s'accompagne d'un effondrement des effectifs disponibles.

Face à cette situation alarmante, les personnels (surveillants comme gradés) s'épuisent, jour après jour, **dans un système à bout de souffle.**

Comment justifier qu'un bâtiment prévu pour 10 agents et un gradé puisse ouvrir ses portes le matin avec **seulement 2 ou 3 agents présents, parfois sans encadrement** ? Comment garantir la sécurité lorsque des agents se retrouvent isolés sur leurs coursives, sans moyen d'appui, et que les caméras de surveillance puissent dysfonctionner par moment ?

La direction exige des agents qu'ils fassent **toujours plus avec toujours moins**. Les rappels incessants, les horaires à rallonge, les suppressions de repos deviennent la norme. La santé physique et mentale des agents est sacrifiée sur l'autel de la sacro-sainte "continuité du service public" si chère à notre DRH au mépris des règles en la matière.

Il fut un temps où le Centre de Détention Homme (CDH) était un modèle d'organisation et de stabilité : 2 agents par coursive, un projet surveillant acteur pleinement opérationnel, des agents recrutés sur motivation, une équipe solide. Aujourd'hui, ce bâtiment n'est plus que l'ombre de lui-même. Le comble ? Des collègues motivés pour intégrer ce bâtiment formule leur souhait via un CRP et se voient répondre par courrier qu'aucun poste n'est disponible, alors que la réalité du terrain prouve l'inverse !

Et que dire du QA/SMPR, contraints de prendre l'habitude de fonctionner sans gradé les week-ends, tout en assumant, en plus de leur propre charge, le culte et l'unité sanitaire, faute de surveillants affectés à ces secteurs ? Mais après tout, qu'importe votre épuisement ou votre santé mentale : vous êtes payés, non ? À vous maintenant de démontrer que l'accumulation d'heures supplémentaires sans possibilité de pouvoir les récupérer finit par nuire sérieusement à l'équilibre de vie... parce que visiblement, ce n'est pas une évidence pour tout le monde !

N'oublions pas le pôle infra (PCI, PEP, PCC, SAS véhicule) qui lui aussi est à la dérive :

- Le gradé PCI doit déshabiller un bâtiment pour en habiller un autre ;
- Le SAS véhicule est souvent inexistant ;
- Le PCC est devenu un local vide et inutilisé et l'agent RUE a disparu....

Où est passé le CPOS, soi-disant "vitrine sécuritaire" de notre DI ?

À force d'organiser la pénurie, **c'est la sécurité de tous qui est mise en péril.**

La population pénale observe, elle aussi, les failles croissantes du système. Elle a compris notre sous-effectif chronique, notre désorganisation constante.

Combien de temps avant qu'une mutinerie ne survienne ?
Faudra-t-il un drame humain pour que la direction réagisse enfin ?

TROP C'EST TROP ARRETONS LA MASCARADE !

Le bureau Local CGT pénitentiaire exige des mesures immédiates :

- Un renforcement immédiat des effectifs par redéploiement et recrutement ;
- Une organisation cohérente, pensée pour la réalité de la détention et non pour les visites officielles ;
- Le respect des personnels, de leur santé et de leur sécurité ;
- La réactivation des outils de contrôle (PCC et rue) ;
- Un retour des notes de service d'appel d'offre de poste vacant.
- Une transparence totale sur les affectations et les postes disponibles.

Le Bureau local de la CGT Pénitentiaire refuse de continuer à être les pions d'un système qui broie ses agents. Il est temps que la direction du CPOS et leur complice assument leurs responsabilités. Le travail pénitentiaire ne peut plus se faire à n'importe quel prix.

Nous avons des droits, faisons-les respecter !